Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2016-708** **08/09/2016**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 19

Objet : Appel à candidature : 19 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence de l'eau Loire-Bretagne :

1 poste de chargé(e) d'études - plans de développement rural et usages non agricoles de pesticides (catégorie A ou agent contractuel) à ORLEANS (45).

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de directeur(rice) adjoint des finances (catégorie A/A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste d'adjoint(e) au chef d'unité coordination produits phytopharmaceutiques (catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste d'adjoint(e) au chef d'unité d'évaluation physico-chimie et méthodes d'analyse des produits réglementés (catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de coordinnateur(rice) d'études scientifiques et d'appuis scientifiques relatifs aux résidus de pesticides dans l'alimentation (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) de projet sciences sociales (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) de projets scientifiques et techniques en physico-chimie (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

Agence de Services et de Paiement (ASP) :

1 poste de directeur(rice) adjoint(e) (catégorie A) à LIMOGES (87).

1 poste de directeur(rice) adjoint(e) (catégorie A) à LIMOGES (87).

1 poste de chef(fe) de service administratif et financier (catégorie A) à MONTREUIL (93).

Institut National de Formation des Personnels du Ministère de l'Agriculture (INFOMA) :

1 poste de chargé(e) d'ingénierie pédagogique et de formation (catégorie B) à CORBAS (69) - date limite de réponse au 8 octobre - candidatures à adresser sur papier libre, accompagnée du CV, au directeur de l'INFOMA .

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) :

1 poste d'adjoint(e) à la cheffe du département action sociale (catégorie A) à PARIS (75).

1 poste de chargé(e) de mission gestionnaire (catégorie A) à AUFFARGIS (78).

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) :

1 poste de chargé(e) du recrutement et de la mobilité (catégorie B) à VINCENNES (94).

Parc National de Port-Cros :

1 poste de technicien(ne) "maintenance des bâtiments" (catégorie B) à HYERES (83).

1 poste de technicien(ne) "urbanisme - aménagement" (catégorie B+) à HYERES (83).

Parc National de la Vanoise :

1 poste de chef(fe) du pôle patrimoine (catégorie A/A+) à CHAMBERY (73).

Parc Nationaux de France :

1 poste de chargé(e) de gestion carrière et retraite (catégorie B) à MONTPELLIER (34).

Premier Ministre/Secrétariat Général du Gouvernement :

1 poste de technicien(ne) systèmes et réseaux (catégorie B) à BOURG-EN-BRESSE (01).

L'adjoint à la sous-directrice mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Orléans, le 25 août 2016

Diffusion : Interne et externe
Ministères
Autres agences

FICHE DE POSTE

EMPLOI TYPE		**CHARGE(E) D'ETUDES – PLANS DE DEVELOPPEMENT RURAL ET USAGES NON AGRICOLES DE PESTICIDES**
CATEGORIE DU POSTE		II ou fonctionnaire technique détaché(e) de catégorie A
AFFECTATION		DIRECTION DES POLITIQUES D'INTERVENTION *Service agriculture et milieux aquatiques*
RESIDENCE ADMINISTRATIVE		ORLEANS (45)
TYPE DE CONTRAT		Contrat à durée indéterminée *(recrutement sous statut d'agent non titulaire de l'état)* ou par voie de détachement pour les fonctionnaires
POSTE A POURVOIR A PARTIR DU		1er septembre 2016

MISSIONS PRINCIPALES		Contribuer à la définition et à la gestion des aides en proposant des règles et procédures pour : - Les aides directes aux agriculteurs (plans de développement rural) ; - La politique sur les usages non agricoles de pesticides.
ACTIVITES PRINCIPALES		▪ Participer aux mises en place et en œuvre des aides dans le domaine agricole, en lien avec les plans de développement rural : - Proposer des modalités d'aides et de gestion pour les dispositifs agro-environnementaux ; - Prendre en charge les conventions administratives et instruire les dossiers d'aides correspondants ; - Participer à l'animation du réseau des délégations régionales ; - Assurer les relations avec les partenaires nationaux, inter-agences et régionaux ; - Contribuer à la gestion de la ligne budgétaire correspondante. ▪ Contribuer à la politique sur les usages non agricoles de pesticides : - Proposer les modalités d'aides et suivre la ligne budgétaire correspondante ; - Faire le lien avec le plan Ecophyto. ▪ Participer aux réflexions pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du programme d'intervention et contribuer aux missions d'appui auprès des délégations.
RATTACHEMENT HIERARCHIQUE		Chef du service agriculture et milieux aquatiques.
RELATIONS FONCTIONNELLES		▪ Internes : Délégations régionales, Direction des Finances et des marchés, Service Collectivités et Industries, Direction de l'Evaluation et de la Planification ; ▪ Externes : Ministères en charge de l'environnement, de l'agriculture, et leurs services déconcentrés ; Agence de services et de paiement, conseils régionaux ; professionnels agricoles ; collectivités ; Fredon, etc. ;

CONNAISSANCES ET EXPERIENCE		▪ Connaître l'encadrement communautaire des aides à l'agriculture ; ▪ Connaître l'agriculture, ses acteurs, ses enjeux, ses techniques (cultures, élevage) ; ▪ Avoir des connaissances sur les usages non agricoles de pesticides ; ▪ Connaître l'environnement institutionnel et les partenaires de l'agence.

SAVOIRS FAIRE		▪ Savoir analyser et synthétiser une demande/un dossier/un sujet ; ▪ Savoir être force de proposition ; ▪ Savoir négocier avec différents interlocuteurs ; ▪ Savoir travailler de manière organisée et méthodique ; ▪ Savoir coordonner et animer un groupe de travail/une équipe ; ▪ Savoir présenter des informations et les expliquer ; ▪ Savoir retranscrire un besoin ; ▪ Savoir vulgariser et expliquer des informations techniques.

FORMATION		Conditions statutaires : Recrutement externe : justifier d'un titre ou diplôme de 2ème cycle de l'enseignement supérieur (Bac + 3 ou Bac + 4), ou d'un titre ou diplôme délivré par une école d'ingénieurs ou de commerce, ou tout autre titre ou diplôme équivalent. Recrutement interne : justifier d'une expérience d'au moins 6 années de services effectifs dans des fonctions de catégorie III au sein d'une agence de l'eau.

SPECIFICITE DU POSTE		Ce poste est ouvert aux personnes handicapées.

ENVOI DES CANDIDATURES		Les candidatures (lettre de motivation et CV) doivent être déposées sur la bourse de l'emploi avant le 20 septembre 2016.
POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE		Contacter Mme Carole Kervévan : ☎ 02.38.51.73.28

www.eau-loire-bretagne.fr

Date : 31/08/2016

Poste à pourvoir	**Directeur adjoint des finances (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A ou A+**
Type de contrat	**CDI, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 140 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Direction des Finances

Contexte

Dans une logique d'efficience et de développement des synergies, la Direction financière regroupe depuis 2013 les services budgétaires de l'ordonnateur et l'agence comptable. L'agent comptable assure la fonction de directeur financier. Cette direction financière comprend 26 personnes, et est structurée autour de 3 pôles comme suit :

- Une agence comptable, qui effectue les opérations financières et comptables de l'établissement.
- Un pôle programmation budgétaire et contrôle de gestion, qui assure le pilotage et le suivi des affaires financières de l'établissement
- Un pôle qui assure la gestion de l'ensemble des conventions de recettes.

DESCRIPTION DU POSTE

Placé (e) sous l'autorité du directeur financier/agent comptable, le Directeur adjoint des finances est chargé (e) des attributions suivantes :

Missions de pilotage

Participation à la définition de la stratégie financière de l'établissement,

Participation au cadrage budgétaire, 130 M€ de dépenses de fonctionnement dont 90M€ de masse salariale et 10M€ de dépenses d'investissement,
Supervision, coordination du cadrage annuel de la masse salariale en fonction du plafond d'emploi, Suivi de l'exécution mensuel et mise en place d'indicateurs d'alerte,

Élaboration des documents d'analyse budgétaire et de synthèse à l'attention de la direction générale et du conseil d'administration

Conduite du dialogue de gestion avec les entités de l'agence

Animation du réseau des responsables administratifs et financiers, associant la Direction des achats, la Direction des Ressources Humaines et la Direction technique et informatique

Poursuite du déploiement de la réforme de la comptabilité budgétaire dans le cadre du décret du 7 novembre 2012

Mise en œuvre des changements organisationnels et opérationnels induits par la réforme
Accompagnement à la mise en œuvre et au déploiement de l'outil Qualiac au sein de la Direction et sur l'ensemble des équipes concernées à l'ANSES

Coordination et développement du contrôle de gestion, du contrôle interne et de la comptabilité analytique

Refonte et adaptation des outils du contrôle interne au regard de la réforme GBCP
Force de proposition dans la démarche de contrôle de gestion (Élaboration de la cartographie des risques, définition des plans d'action et des plans de contrôle de gestion)
Supervision de la conception et de la mise en œuvre des outils de pilotage et tableaux de bords,
Supervision des travaux de production et de modernisation de la comptabilité analytique.

Missions d'appui sur l'ensemble des services de la direction des finances

Suppléance, le cas échéant, du Directeur financier pour l'ensemble des activités

Encadrement et management des équipes

Coordination et supervision des activités

* Programmation budgétaire et du contrôle de gestion :
  - supervision, de l'ensemble des décisions budgétaires, financières et fiscales de l'établissement (budget initial, budget rectificatif, rapport de l'ordonnateur; PPI, trajectoire financière,..) conférences budgétaires, animation du dialogue budgétaire…,
  - supervision, coordination de l'ensemble des échanges budgétaires et financiers avec les tutelles et les corps de contrôle

* Gestion des conventions de recettes :
  - supervision des travaux d'élaboration et de signature des conventions de recettes, des opérations d'exécution

* Agence comptable
  - Supervision du respect des obligations réglementaires et législatives en matière de paiement des dépenses publiques,
  - Supervision des contrôles comptables (cohérence entre la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale)

Poursuite, en lien avec le directeur financier/agent comptable de la modernisation des pôles et de la professionnalisation des équipes et des pratiques

Le titulaire de ce poste, au même titre que ses homologues, est également soumis à des astreintes téléphoniques ainsi qu'à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Formation requise :
Formation supérieure en gestion, finances publiques, droit,

Expériences similaires
- Expérience avérée en gestion publique et management d'équipe (plus de 5 ans)
- Expérience significative dans la construction budgétaire (plus de 5 ans)

Compétences
• Parfaite maitrise des règles budgétaires, comptables et fiscales des établissements publics administratifs (décret GBCP)
• Sens avéré du management, de la planification et de la coordination d'activités
• Aptitude à la décision, d'adaptation et de réactivité
• Capacités d'analyse, de synthèse et rigueur
• Excellent relationnel, aptitude à communiquer avec des interlocuteurs variés
• Forte aptitude à la conduite du changement compte tenu de la succession rapide des réformes notamment avec la mise en œuvre du décret GBCP
• Maitrise des outils de bureautiques et des progiciels comptables et financiers

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 24/09/2016

Renseignements sur le poste : Sonia VIGOUROUX (sonia.vigouroux@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2016-078 à : recrutement@anses.fr

Date : 30/08/2016

Poste à pourvoir	**Adjoint au chef d'unité Coordination Produits phytopharmaceutiques (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des produits réglementés, (DEPR)
Unité Coordination Produits phytopharmaceutiques

Missions / contexte

La DEPR a en charge l'évaluation scientifique, des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides, des matières fertilisantes et supports de cultures, dans le cadre des autorisations de mise sur le marché. La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. La DEPR intervient également dans son domaine de compétence en réponse aux saisines adressées à l'agence et pilote des études de recherche et développement dédiées à l'amélioration des méthodologies d'évaluation des risques.
Les unités de coordination sont chargées d'organiser l'évaluation scientifique des demandes d'approbation de substances actives et d'autorisation de mise sur le marché de produits. Elles s'assurent de la cohérence des évaluations, dans le respect des réglementations européennes et nationales.
L'équipe est composée de 22 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'adjoint au chef d'unité assure le pilotage de la coordination scientifique et technique des évaluations de dossiers de produits phytopharmaceutiques

Il assure la suppléance du Chef d'unité sur ses missions de management d'équipe et de supervision de l'activité de l'unité.

Activités

- Assurer la finalisation de l'évaluation des dossiers de produits phytopharmaceutiques et la transmettre aux instances nationales et européennes compétentes
- S'assurer de la mise en œuvre des procédures et référentiels qualité, du respect des délais règlementaires
- Participer aux évolutions réglementaires définies au niveau européen et en être le relai pour l'unité et les unités d'évaluation
- Participer à la mission d'interface avec les parties prenantes, les industriels, les unités d'évaluation et les autres entités de l'Agence
- Optimiser les ressources et les processus de l'unité

Conditions particulières Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : MASTER II, DEA ou diplôme d'ingénieur (agronomie, chimie, santé, environnement, microbiologie ou évaluation de risques), docteur en Pharmacie, docteur Vétérinaire ou docteur es Sciences

Expériences similaires

- Expérience professionnelle d'au moins 7 ans dans le domaine des produits chimiques, pharmaceutiques, phytopharmaceutiques, biocides ou un secteur équivalent.
- Une expérience en management d'équipe serait appréciée

Compétences

- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation, respect des délais.
- Capacité à travailler en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.
- Capacité à travailler de façon autonome à partir d'instructions portant sur des objectifs précis.
- Bonne connaissance pratique et réglementaire dans le domaine exercé.
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique.
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).
- Aptitudes au management d'équipe

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 30 septembre 2016

Renseignements sur le poste : Eric Truchot (eric.truchot@anses.fr + 01 49 77 21 74)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2016-029 à : recrutement@anses.fr)

Date : 31/08/2016

Poste à pourvoir	**Adjoint au chef d'unité d'Evaluation Physico-Chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**CDI de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des produits réglementés, (DEPR)
Unité Physico-Chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés

Missions / contexte

La DEPR a en charge l'évaluation scientifique, des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides, des matières fertilisantes et supports de cultures, dans le cadre des autorisations de mise sur le marché. La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. La DEPR intervient également dans son domaine de compétence en réponse aux saisines adressées à l'agence et pilote des études de recherche et développement dédiées à l'amélioration des méthodologies d'évaluation des risques.

L'Unité Physico-chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés est chargée de l'évaluation des études soumises dans les dossiers déposés à l'Anses. L'unité évalue les études touchant la physico-chimie, les méthodes d'analyses et la caractérisation des substances actives techniques pour les dossiers de substances actives lors de leur demande d'approbation au niveau européen et des produits phypharmaceutiques et biocides, ainsi que des matières fertilisantes et supports de cultures, dans le cadre des autorisations de mise sur le marché (AMM). L'unité contribue également aux dossiers préparés dans le cadre du règlement REACh.
L'équipe est composée de 17 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'adjoint au chef d'unité assure l'évaluation scientifique des produits dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse, ainsi que l'évaluation des substances actives au niveau européen. Il assure la validation des dossiers et participe au contrôle de la cohérence de l'expertise scientifique conduite par l'Unité et aux échanges avec les collectifs d'experts, dans le respect des procédures de l'Agence. Il contribue à la planification de la charge de travail au sein de l'Unité. Il représente l'Agence dans les réunions scientifiques relatives à l'évaluation des risques au niveau européen.
Il assure la suppléance du Chef d'unité sur ses missions de management d'équipe et de supervision de l'activité de l'unité.

Activités

A ce titre, il devra :

- Evaluer dans le temps imparti les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures européennes, zonales et nationales pour les approbations de substances actives et les demandes d'AMM.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des documents guides européens existants et établir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais dans le domaine de compétence concerné.
- Valider des évaluations réalisées dans l'Unité et contribuer à la préparation des conclusions de l'évaluation.
- Contribuer à la planification des travaux d'évaluation pris en charge par l'Unité
- S'assurer de la mise en œuvre des procédures et référentiels qualité
- Participer aux évolutions scientifiques et réglementaires définies au niveau européen.
- Suppléer le chef d'unité dans les réunions techniques internes ou externes sur la partie physico-chimie et méthodes d'analyse des évaluations.
- Optimiser les ressources de l'unité

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 5 à BAC+ 8 en physico-chimie

Expériences similaires

- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine de la physico-chimie
- Une expérience en management d'équipe serait appréciée

Compétences

- Connaissances approfondies en physico-chimie et méthodes d'analyse
- Bonne connaissance réglementaire dans le domaine des produits phyto- pharmaceutiques
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation, respect des délais.
- Capacité à travailler en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.
- Capacité à travailler de façon autonome à partir d'instructions portant sur des objectifs précis.
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique.
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).
- Aptitudes au management d'équipe

Une connaissance des méthodes d'identification des microorganismes serait appréciée.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 30 septembre 2016

Renseignements sur le poste : Thérèse SIX, chef d'unité (thérèse.six@anses.fr - 01 49 77 21 75)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2016-037 à : recrutement@anses.fr

Date : 02/09/2016

Poste à pourvoir	**Coordonnateur d'études scientifiques et d'appuis scientifiques relatifs aux résidus de pesticides dans l'alimentation (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**CDI, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction de l'évaluation des risques Département Méthodes et Observatoires Unité Phytopharmacovigilance et Observatoire des résidus de pesticides
Missions / contexte	L'observatoire des résidus de pesticides a pour mission de mutualiser l'information sur l'exposition et les risques des populations humaines aux résidus de pesticides, en particulier via l'alimentation et l'eau. Depuis 2015, cette activité est complétée par celle de phytopharmacovigilance. Ce dispositif, créé par la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014, doit permettre la surveillance des effets indésirables des produits phytopharmaceutiques sur l'homme, les animaux d'élevage, les plantes cultivées, la biodiversité, la faune sauvage, l'eau et le sol, la qualité de l'air et les aliments, ainsi que l'apparition de résistances à ces produits. Ces deux activités reposent sur les informations produites par les réseaux de surveillance et/ou vigilance existants et la conduite d'études, par exemple les études de l'alimentation totale (EAT). Elles sont conduites en lien avec les acteurs responsables des réseaux et les groupes d'experts dédiés de l'Anses (GT, CES). L'équipe est composée de 11 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du responsable d'unité, le coordonnateur d'études scientifiques et d'appuis scientifiques est en charge, pour le domaine des résidus de pesticides dans l'alimentation, des activités ci-dessous. La notion de pesticides recouvre les substances actives, les métabolites et/ou les produits issus de la dégradation ou de la réaction des substances actives utilisées actuellement ou par le passé dans les produits phytopharmaceutiques y compris ceux dont la présence peut être due à une utilisation des substances actives à des fins phytosanitaires, vétérinaires, ou en tant que biocides.

Activités

- Identifier les réseaux et données d'intérêt pour l'ORP et la PPV et établir des partenariats pour accéder aux données.
- Réaliser leur interprétation sanitaire par l'estimation des expositions et la caractérisation des risques, en intégrant les connaissances sur les expositions et les risques cumulés.
- Proposer et mettre en œuvre des études, par exemple les EAT.
- Présenter les travaux devant les CES ou GT dédiés de l'Agence.
- Rédiger des rapports d'avancement des travaux ou des rapports thématiques.
- Répondre à des appuis scientifiques et techniques ou des saisines notamment des ministères de tutelle, en particulier en lien avec l'alimentation et les pratiques agronomiques.
- Valoriser scientifiquement des travaux (rédaction de publications scientifiques, posters, interventions orales dans des colloques).
- Assurer la veille scientifique dans son domaine d'activités, notamment par le suivi des travaux de recherche conduits sur la thématique par l'Anses ou par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa).

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac+5 + discipline sécurité sanitaire des aliments en lien avec les pratiques phytosanitaires souhaité (diplôme d'ingénieur, master professionnel)
Minimum Bac+3

Expériences similaires

- Expérience nécessaire dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments en lien avec l'utilisation des produits pesticides.
- La connaissance de l'évaluation des risques sanitaires est souhaitée.
- Une première expérience en santé publique serait souhaitable.

Compétences

- Compétences scientifiques et/ ou techniques dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires relatifs aux produits pesticides dans l'alimentation
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels SAS, R ou Stata)
- Force de proposition
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 23 septembre 2016

Renseignements sur le poste : Mathilde Merlo (mathilde.merlo@anses.fr, 01 49 77 22 09), Ohri Yamada (ohri.yamada@anses.fr, 01 56 29 19 79), Jean-Luc Volatier (jean-luc.volatier@anses.fr, 01 49 77 38 04)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2016-084 à : recrutement@anses.fr

Date : 02/09/2016

Poste à pourvoir	**Chargé de projet sciences sociales (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**CDI, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'information, de la communication et du dialogue avec la Société (DICODIS) – Unité Risques et société

Missions / contexte

L'unité Risques et société, auquel est rattaché ce poste, est notamment chargée de :

- L'ouverture de l'expertise à la société et du dialogue avec les parties prenantes,
- La veille sur les relations sciences société et sur la place des citoyens dans les dispositifs d'expertise et de régulation des risques
- Conduire et accompagner l'expertise en sciences sociales (principalement sociologie, sciences politiques et économie) dans les travaux de l'Agence
- La veille sur les travaux en sciences sociales relatifs aux processus d'expertise scientifique en appui à la décision publique

Pour conduire ces missions en étroite collaboration avec les directions en charge de l'expertise, de la recherche et des relations internationales, des partenariats sont également noués avec des équipes de recherche en sciences sociales.
L'équipe est composée de 4 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de l'unité Risques et Société, le Chargé(e) de projet sciences sociales est en charge de :

Activités

- Conduire des travaux de veille et d'analyse sociologique en relation avec les thèmes de travail de l'Agence,
- Contribuer à la production scientifique des groupes d'expertise de l'Agence et à leur animation sur les champs disciplinaires relevant de son domaine de compétences,
- Mettre en œuvre et assurer le suivi des conventions de partenariat passées par l'Agence avec des équipes académiques en sciences sociales,
- Promouvoir les sciences sociales dans les activités de recherche, de veille scientifique et d'expertise en veillant à l'entretien de collaborations transversales au sein de l'Agence et au développement d'échanges avec des partenaires européens et internationaux,
- Participer à l'élaboration des conférences et manifestations publiques organisées par l'Agence,
- Valoriser les travaux réalisés via des publications ou la participation à des rencontres scientifiques.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :

- Doctorat ou Bac+5 dans le domaine des sciences sociales souhaité : sociologie, sciences politiques. Une double formation (sciences de la vie et de la terre + sciences sociales) sera privilégiée.
  Bac+3 minimum

Expériences similaires

- Expérience de travail en réseau, de l'interdisciplinarité et des institutions publiques dans les domaines de l'environnement, la santé ou l'alimentation.

Compétences

- Maîtrise de la langue anglaise indispensable (écrit et oral),
- Connaissances des institutions et des politiques publiques dans le domaine environnemental, sanitaire et/ou alimentaire,
- Connaissances et intérêts pour les questions scientifiques,
- Connaissances des outils de recherche bibliographiques, des méthodes d'enquêtes et traitement de données,
- Capacité à prendre des initiatives,
- Capacités rédactionnelles et esprit de synthèse,
- Capacité à travailler en équipe et travailler dans les situations d'urgence,
- Qualités relationnelles,
- Respect de la confidentialité, rigueur et sens de l'organisation

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 14 octobre 2016

Renseignements sur le poste : Benoit Vergriette – benoit.vergriette@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2016-083 à : recrutement@anses.fr

Date : 06/09/2016

Poste à pourvoir	**Chargé(e) de projets scientifiques et techniques en physico-chimie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**CDI, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Sécurité des Aliments (LSAl), site de Maisons-Alfort
Département contaminants chimiques des aliments
Unité Pesticides et Biotoxines Marines

Le laboratoire de sécurité des aliments, site de Maisons-Alfort, intervient sur les dangers biologiques et chimiques pouvant affecter la sécurité sanitaires des aliments. Il participe, dans son domaine d'intervention, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, d'expertise, d'épidémiologie, de veille scientifique et technique de l'Agence.

L'unité, constituée de 16 personnes, est chargée de l'étude de la contamination des chaînes alimentaires de l'homme par certains pesticides et biotoxines marines.

Missions / contexte

L'unité possède trois mandats de Laboratoire National de Référence (LNR) sur les thématiques suivantes : **résidus de pesticides dans les denrées animales et d'origine animale par des méthodes multirésidus, résidus de pesticides par méthode monorésidus** dans l'ensemble des matrices alimentaires, **et biotoxines marines**. L'Unité dispose d'une plateforme analytique comprenant des systèmes de chromatographie liquide avec détection en UV ou en fluorescence (HPLC-UV, HPLC-FD) et des systèmes de chromatographie liquide/gazeuse couplés à la spectrométrie de masse (LC-MS/MS Triple quadrupole, LC-Q/TOF, LC-Q/trap, GC-MS/MS Triple quadrupole)

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du Chef d'unité, et en lien avec le responsable de l'équipe pesticides pour les aspects scientifiques, le chargé de projets devra s'impliquer de façon dynamique dans la réalisation des missions du mandat de référence pour l'analyse des résidus de pesticides. Il est aussi chef de projet pour un ou des projets de l'unité. Il assurera les activités de développement et de recherche liées à cette thématique au niveau national et international

Activités

1/ Dans le cadre des activités européennes et nationales, techniques et scientifiques, liées aux mandats de référence, le chargé de projets aura comme missions de :

- Réaliser des analyses
- Développer et valider des méthodes d'analyse
- Participer et organiser des réunions au niveau national et international.
- Participer à des essais interlaboratoires européens.
- Organiser des essais interlaboratoires nationaux.
- Gérer les relations avec les tutelles, le laboratoire européen de référence et les laboratoires officiels.
- Encadrer du personnel technique et stagiaire

2/Il s'impliquera dans les missions de l'unité en particulier celles pour lesquelles il sera chef de projet et devra donc :

- Réaliser des analyses.
- Gérer scientifiquement les projets.
- Valoriser des résultats (rédaction de publications, posters, séminaires…).
- Rédiger de la documentation qualité spécifique à ses activités
- Encadrer du personnel technique et stagiaire

3/Il participera à la veille dans le domaine de la contamination des denrées alimentaires par les pesticides.

4/Il proposera des projets de recherche liés aux missions de l'unité.

5/Il prendra part au bon déroulement de la vie du laboratoire (qualité, hygiène et sécurité, maintenance des appareillages, …).

Conditions particulières

- Pas de contre-indication médicale pour travailler en laboratoire.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac + 3 (au minimum) ou diplôme d'ingénieur

Expériences similaires

- En gestion de projet de recherche et de développement dans le domaine des pesticides associé aux techniques chromatographiques
- Réalisation de dosage de pesticides dans les denrées alimentaires d'origine animale ou végétale
- Développement d'une méthode de dosage
- Rédaction de publications scientifiques et de rapports.
- Connaissance en réglementation des pesticides serait un plus

Compétences

- Connaissances confirmées en chromatographie (en phase liquide et/ou en phase gazeuse) et en spectrométrie de masse,
- Connaissances des techniques d'extraction et de purification appliquées à l'analyse de traces
- Compétences en radioprotection
- Connaissance statistique de traitements de données (chimiométrie)
- Capacité d'intervention sur certain dépannage et sur la maintenance des appareils
- Capacité à développer et valider une méthode d'analyse
- Capacité de rédaction de note de synthèse
- Bonnes capacités de communication orale et écrite en anglais
- Capable de valoriser les résultats sous forme écrite ou orale
- Capable de mener des travaux de recherche et de développement en mode « gestion de projet »
- Capacité de management fonctionnel
- Capacité à prendre en charge en urgence des sujets de recherche ponctuels
- Autonome, capable d'initiative, de partager son expérience et de rendre compte de ses travaux
- Sensibilité à la politique d'assurance qualité et aux règles d'hygiène et de sécurité au laboratoire.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 27 septembre 2016

Renseignements sur le poste : Chanthadary INTHAVONG (chanthadary.inthavong@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2016-085 à : recrutement@anses.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Agence de Services et de Paiement
DIREPS – Direction des interventions régionales, de l'emploi et des politiques sociales
2 rue du Maupas 87040 LIMOGES cedex 1

Directeur(rice) adjoint(e)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : 2C04 - Poste situé à Limoges

Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A : en cours</td><td>Cotation part fonction PFR : 5</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant/SREPES</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'Agence de service et de paiement (ASP) est un établissement public pluri-ministériel (13 ministères, plus de 2000 collaborateurs). L'un des premiers opérateurs de l'Etat (budget de plus de 19 milliard €), il est le principal payeur des aides à l'emploi (contrats aidés) et le premier payeur européen d'aides agricoles. La Direction des interventions régionales, de l'emploi et des politiques sociales (DIREPS) assure la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques confiées à l'ASP notamment dans le domaine de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'insertion ou de l'environnement. Ses équipes assurent également la maîtrise d'ouvrage déléguée du système d'information pour la gestion des programmes européens, ainsi que des missions d'assistance technique sur les fonds européens, et des études sur l'ensemble du domaine d'intervention de l'ASP.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Dans le cadre du périmètre d'intervention de la DIREPS (110 agents – 6 services), assurer avec le directeur le management général et opérationnel de la direction, représenter l'établissement à haut niveau dans les différentes instances nationales ou régionales, représenter le directeur et la direction auprès de la direction générale</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Avec le directeur, mettre en œuvre et suivre les décisions et les objectifs fixés par la direction générale ;
- Participer à la définition des objectifs et priorités de la direction ;
- Superviser l'ensemble des secteurs d'activité de la direction et plus généralement, prendre part à tous types de chantiers transversaux à la direction.
- En tant que de besoin, représenter le directeur à des réunions internes et notamment toutes les instances de direction ou de pilotage de l'Agence ; ou à des réunions externes de l'ASP.
Plus particulièrement, il ou elle a en charge le pilotage de la maîtrise d'ouvrage des différents projets ou applications informatiques relevant de la direction, des travaux relatifs à la dématérialisation ou à l'innovation technologique, ainsi que la mise en place des outils de restitution et de pilotage des dispositifs gérés.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Au sein de l'ASP : direction générale et directeurs, directeurs régionaux ;

En externe : responsables des directions des ministères de tutelles et autres ministères partenaires, directeurs de services, d'établissements publics et de collectivités territoriales.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissance du contexte des politiques publiques mises en œuvre par l'ASP, et de son environnement institutionnel ;

Solide connaissance du fonctionnement des administrations ;

Connaissance des techniques de management et de conduite de projet ;

Connaissance des techniques de communication à différents niveaux ;

Connaissance des systèmes d'information.</td><td>Expérience souhaitée dans la conduite de projets informatiques (MOE ou MOA)
Conduite de la stratégie métier ;
Capacité d'organisation et de pilotage, à fixer des objectifs cohérents ;
Capacité d'analyse et de synthèse ;
Manager des cadres supérieurs ;
Aptitude à fédérer, prévenir, arbitrer et gérer les conflits ;
Capacité d'expression orale et écrite.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Rémi GEORGES, Directeur de la DIREPS - Tél 05.55.12.03.24
Remi.georges@asp-public.fr
M. Thomas RUGER, (DIREPS) – Tél. : 05.55.12.00.04 – thomas.ruger@asp-public.fr
Fadila KHIER, DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière – Tél. : 05.55.12.00.45
mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Agence de Services et de Paiement
DIREPS – Direction des interventions régionales, de l'emploi et des politiques sociales
2 rue du Maupas 87040 LIMOGES cedex 1

Directeur(rice) adjoint(e)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : 2C05 - Poste situé à Limoges

Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A : en cours</td><td>Cotation part fonction PFR : 5</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'Agence de service et de paiement (ASP) est un établissement public pluri-ministériel (13 ministères, plus de 2000 collaborateurs). L'un des premiers opérateurs de l'Etat (budget de plus de 19 milliard €), il est le principal payeur des aides à l'emploi (contrats aidés) et le premier payeur européen d'aides agricoles. La Direction des interventions régionales, de l'emploi et des politiques sociales (DIREPS) assure la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques confiées à l'ASP notamment dans le domaine de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'insertion ou de l'environnement. Ses équipes assurent également la maîtrise d'ouvrage déléguée du système d'information pour la gestion des programmes européens, ainsi que des missions d'assistance technique sur les fonds européens, et des études sur l'ensemble du domaine d'intervention de l'ASP.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Dans le cadre du périmètre d'intervention de la DIREPS (110 agents – 6 services), assurer avec le directeur le management général et opérationnel de la direction, représenter l'établissement à haut niveau dans les différentes instances nationales ou régionales, représenter le directeur et la direction auprès de la direction générale.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Avec le directeur, mettre en œuvre et suivre les décisions et les objectifs fixés par la direction générale ;
- Participer à la définition des objectifs et priorités de la direction ;
- Participer à la supervision de l'ensemble des secteurs d'activité de la direction et prendre part à tous types de chantiers transversaux à la direction ;
- En tant que de besoin, représenter le directeur à des réunions internes et notamment toutes les instances de direction ou de pilotage de l'Agence ; Ou à des réunions externes de l'ASP.
Plus particulièrement, il ou elle a en charge la mise en œuvre et la supervision des process d'instruction, de liquidation et de contrôle des dispositifs pris en charge par la direction ainsi que ses missions d'assistance technique dans la mise en œuvre des fonds européens. A ce titre, il ou elle organise la relation opérationnelle entre les directions régionales et la DIREPS, pour ce qui concerne son champ d'intervention.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Au sein de l'ASP : direction générale et directeurs, directeurs régionaux ;

En externe : responsables des directions des ministères de tutelles et autres ministères partenaires, directeurs de services, d'établissements publics et de collectivités territoriales</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissance du contexte des politiques publiques mises en œuvre par l'ASP, et de son environnement institutionnel ;

Solide connaissance du fonctionnement des administrations ;

Connaissance des techniques de management et de conduite de projet ;

Connaissance des techniques de communication à différents niveaux.</td><td>Conduire la stratégie métier ;
Capacité d'organisation et de pilotage, à fixer des objectifs cohérents ;
Capacité d'analyse et de synthèse ;
Manager des cadres supérieurs ;
Aptitude à fédérer, prévenir, arbitrer et gérer les conflits ;
Capacité d'expression orale et écrite.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Rémi GEORGES, Directeur de la DIREPS – Tél. : 05. 55.12.03.24
Courriel : Remi.georges@asp-public.fr
M. Thomas RUGER, (DIREPS) – Tél. : 05.55.12.00.04 – thomas.ruger@asp-public.fr
Fadila KHIER, DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière – Tél. : 05.55.12.00.45
mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Agence de Services et de Paiement
Direction Régionale d'Ile de France
Site de Montreuil
12, rue Henri Rol-Tanguy - TSA 40004 - 93555 MONTREUIL cedex

Chef(fe) de service administratif et financier

N° du poste : I04 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : en cours	**Cotation part fonction PFR (sous réserve du RIFSEEP) : 3,5**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de services et de paiement est un organisme payeur et un opérateur public contribuant à la mise en œuvre de politiques publiques européennes nationales et locales. La Direction Régionale est composée de deux sites basés à Montreuil et Cergy regroupant près de 90 agents.
Objectifs du poste	Placé sous l'autorité du Directeur régional Ile-de-France, le (la) titulaire assure le pilotage du service et encadre une équipe composée de 7 agents. Il (elle) est en relation directe avec les directions support du siège de l'ASP. Le périmètre d'intervention du-de la chef(fe) du service couvre les domaines budgétaires, ressources humaines, formation, logistique, communication ainsi que le pilotage de la performance
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Mettre en œuvre et assurer le suivi des dispositifs dont il (elle) a la responsabilité, rendre compte au directeur régional - Encadrer les agents du service, participer au fonctionnement général de la DR et à la définition de la stratégie locale - Assurer la gestion financière et logistique de la structure - Gérer et piloter les ressources humaines. A ce titre, il (elle), suit et coordonne les procédures de recrutement, de suivi des effectifs, de formation, des agents et apporte son appui aux agents dans le suivi des carrières. Il (elle) assure le suivi et l'organisation des instances dédiées au dialogue social - Animer les équipes du service : définition des objectifs et des priorités, planning, tenue des réunions, conduite des entretiens professionnels... - Suivre les procédures administratives de gestion ;
Champ relationnel du poste	Agents de la direction régionale, responsables de la DR, représentants du personnel, services du siège de l'ASP,, fournisseurs

Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	- Connaissance de l'environnement de l'ASP et de son fonctionnement. - Très bonne connaissance du statut des personnels du MAAF - Maîtrise des procédures, de la réglementation et des outils liés aux différents dispositifs du service - Maitrise des logiciels bureautiques et en particulier d'Excel	- Compétences managériales affirmées. - Capacités au dialogue, à la négociation et à la communication. -Sens de l'initiative et de l'autonomie. - Esprit d'analyse -Savoir rendre compte, déléguer - Anticiper les difficultés et alerter le directeur régional
Personnes à contacter	M. Olivier GRENET, Directeur régional – Tél : 01 70 24 97 11 courriel : olivier.grenet@asp-public.fr Mme Carole BEYSSAC, DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière tel : 05.55.12.00.87 - courriel : mobilite@asp-public.fr	

Pour le Président directeur général et par délégation
Le directeur adjoint des ressources humaines

D.GUICHERD

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Institut National de Formation des Personnels du Ministère de l'Agriculture (INFOMA)

16, rue du Vercors 69960 CORBAS

Chargé(e) d'ingénierie pédagogique et de formation

N° du poste : **Catégorie : B Technique**		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : sans objet	**Groupes RIFSEEP : sans objet**	
Poste vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	L'INFOMA assure la formation professionnelle initiale et continue des techniciens supérieurs du MAAF (TSMA) dans les 3 spécialités : Vétérinaire et Alimentaire (VA) / Techniques et Economie Agricoles (TEA) sur le site de Corbas, Forêts et Territoires Ruraux (FTR) sur le site de Velaine en Haye. L'INFOMA est certifié ISO 9001 et 14001 pour ces activités.	
Objectifs du poste	Contribution à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des dispositifs de formation initiale des TSMA, spécialité VA , au suivi des intervenants et à l'encadrement et au suivi pédagogique des stagiaires. Participation en suppléance au dispositif de collectes en abattoirs des pièces /carcasses saisies, destinées aux travaux pratiques.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Au sein du service de la formation initiale, l'agent : - Appuie le responsable pédagogique VA dans la conception et la mise en œuvre des cursus de formation initiale de ce domaine ; - A la responsabilité de l'ingénierie pédagogique de plusieurs modules de formation, dont notamment le module « inspection en abattoirs ». Dans ce cadre, il tient une veille technique et réglementaire, entretient un réseau de personnes ressources, conçoit des programmes et outils de formation répondant aux objectifs des référentiels de formation ; en organise les aspects logistiques ; participe à la gestion administrative et financière et à l'accueil physique des intervenants ; évalue les formations mises en œuvre et propose des améliorations ; - Assure certains cours, travaux pratiques et dirigés ou épreuves certificatives, en formation initiale et continue, notamment dans le domaine de l'inspection en abattoir ; - Participe à l'encadrement des stagiaires et au suivi de leur formation en centre ou à distance ; - Participe au développement de supports et d'outils de formation. En fonction des besoins, l'agent participe en suppléance, à l'approvisionnement de l'INFOMA en produits animaux collectés en abattoirs, nécessaires aux travaux pratiques et à la gestion de leur élimination par un prestataire habilité	
Champ relationnel du poste	Sous l'autorité hiérarchique du chef du service de la formation initiale et l'autorité fonctionnelle du responsable pédagogique, collaboration avec l'ensemble des agents de l'INFOMA pour l'organisation pédagogique, logistique et administrative des activités de formation concernées ; nombreux contacts avec les intervenants et les services du MAAF ou de l'enseignement agricole et avec les stagiaires de l'INFOMA.	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	- Expérience en services déconcentrés du MAAF, dans le domaine de l'hygiène et la sécurité alimentaire, notamment en abattoir ; - Connaissances pratiques en zootechnie ; - Intérêt pour le domaine de la formation. Une expérience préalable dans ce domaine constituerait un plus.	- Qualités relationnelles et rédactionnelles ; - Rigueur et organisation ; - Capacité d'initiative ; - Aptitude au travail en équipe ; - Maîtrise des outils bureautiques et aptitude à s'approprier de nouveaux logiciels ; - Être titulaire du permis de conduire (permis B).
Personnes à contacter	Marie SCHAAN, Cheffe du service de la formation initiale - Tél. : 04.72.28.93.18 - marie.schaan@agriculture.gouv.fr Agnès THIRY, Responsable pédagogique spécialité VA - Tél : 04.72.28.93.22 - agnes.thiry@agriculture.gouv.fr	

ONCFS
Avis n° 16-320 **24/08/2016**

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI A POURVOIR A COMPTER DU 1ER OCTOBRE 2016
A pourvoir en position normale d'activité, par voie de détachement, voire de contrat à durée déterminée

Catégorie et grade:	Filière administrative Personnel de conception – Catégorie A
Fonction :	Adjoint(e) à la cheffe du département action sociale (F/H)
Affectation :	Direction des ressources humaines - Département action sociale
Résidence administrative :	Paris 17ème - Non logé

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations).

L'équipe de la Direction des ressources humaines (DRH) traite de l'ensemble des sujets relatifs à la gestion du personnel, des emplois et des compétences. Elle est composée notamment:
- d'un département action sociale,
- d'un département formation,
- d'un département du personnel.

Les départs à la retraite à venir au sein du département action sociale, et notamment celui de la cheffe du département, impliquent la mise en œuvre d'une dynamique de transfert du savoir visant à assurer et consolider l'expertise du service.

Description de l'emploi

Dans le cadre du contexte précité, apporte un appui à la cheffe du département pour la coordination du service et assure la gestion de dossiers transversaux et spécifiques en matière de protection et de prestations sociales.

Activités principales

➢ **Appui au suivi des affaires générales du département**
- Participer à l'organisation du travail et au contrôle de l'activité.
- Contribuer à la modernisation et à la rationalisation des procédures.
- Suivre le budget du département.
- Assurer l'intérim de la cheffe du département.
- Contribuer à des projets à enjeux (négociation de convention, mise en place de nouveaux dispositifs…) et à la réalisation d'enquêtes ou études (bilan accidents de travail ou de service.)

➢ **Analyse et gestion de dossiers individuels et collectifs**
- Analyser, instruire et suivre les dossiers relevant de la protection sociale des agents (maladie, accidents, handicap …)
- Apporter appui et soutien aux agents et aux managers dans ces domaines.

➢ **Compétence transversale et expertise spécifique au sein du département**
- Assurer la veille juridique en matière de législation sociale propre à la fonction publique d'Etat, notamment la législation en matière de retraite auprès des personnels de l'ONCFS et l'appui juridique auprès des agents du département chargés de la gestion du chômage.
- Vérifier et participer à la mise en ligne d'informations relatives à l'action sociale et à leur mise à jour sur internet et intranet.
- Contribuer à l'élaboration des documents de la DRH : bilan social, rapport d'activité…

Conditions particulières d'exercice

Règles strictes de confidentialité à respecter.

Profil attendu

Connaissances	Contexte et environnement professionnel (missions, fonctionnement et politique de l'établissement) et mise en perspective avec les politiques publiques, notamment en matière de protection sociale. Gestion des ressources humaines, notamment dans le domaine du secteur public. Gestion des finances publiques. Notions de management.
Savoir faire	Connaître et appliquer la législation en matière de protection sociale et de prestations sociales. Elaborer un budget et procéder aux ajustements nécessaires. Faire preuve de qualités rédactionnelles. Faire preuve de capacités d'analyse et de synthèse. Animer une équipe et travailler en réseau. Discerner les enjeux, anticiper, prendre des initiatives alerter et rendre compte. Détecter les anomalies et alerter sur les situations à risque. Maîtriser les outils bureautiques informatiques classiques et aptitude à l'utilisation de logiciels dédiés
Savoir-être	Qualités relationnelles, sens de l'écoute et du dialogue. Rigueur. Sens de l'organisation, autonomie, réactivité. Discrétion professionnelle.

Un diplôme de niveau II est attendu pour être rémunéré sur la grille d'emploi de catégorie A.
Une formation/ ou une expérience dans le domaine de la protection sociale ainsi qu'une expérience du secteur public sont attendues.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste :
Carole d'ANCHALD, Cheffe du Département action sociale, 01.44.15.17.09, carole.danchald@oncfs.gouv.fr

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 30 septembre 2016** - terme de rigueur par lettre de motivation (avec curriculum vitae détaillé et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr

Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines-85 bis avenue de Wagram-75017 PARIS

ONCFS **27/04/2016**
Avis n°16-131

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, A POURVOIR A COMPTER DU 1er OCTOBRE 2016
A pourvoir par voie interne ou en externe, en position normale d'activité

Catégorie	Filière administrative Personnel de conception et d'encadrement (catégorie A)
Fonction	Chargé-e de mission gestionnaire (H/F)
Affectation	Direction des Systèmes d'Information
Résidence administrative	Auffargis (78) – Non logé

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

La Direction des systèmes d'information (DSI) prépare et conduit la politique de l'établissement en matière de systèmes d'information afin de prendre en compte les besoins de l'ensemble des structures et de respecter les priorités décidées par le Directeur général et proposées par le Comité de Management des systèmes d'information (CMSI). La politique conduite s'appuie sur un schéma directeur stratégique des systèmes d'information.

Les implantations :
- Paris - Wagram (75) qui accueille La Direction générale, ses missions et la Direction des Ressources Humaines,
- Saint-Benoist (78) où sont situées les 2 Directions opérationnelles (Police, Recherche et Expertise), la Direction Financière, la Direction des Systèmes d'Information et l'Agence comptable,
- Le Bouchet (45) où est situé le Centre de formation de la Direction des ressources humaines.
- 10 Délégations interrégionales,
- Environ 90 services départementaux ou interdépartementaux,
- Une dizaine de Brigades mobiles d'intervention (BMI)
- 5 Unités de recherches et d'expertise réparties sur le territoire,
- Soit environ 150 sites.

La Direction des Systèmes d'Information (DSI) est composée de 3 Pôles, d'un secrétariat (1 personne) :
- Pôle Assistance à maîtrise d'ouvrage, conduite de projet et support applicatif (5 personnes),
- Développement et SIG (1 personne),
- Pôle Infrastructure, réseau, système, sécurité et postes de travail (2 personnes),
- Pôle Assistance utilisateurs et relations utilisateurs (11 personnes).

Son périmètre d'intervention se décompose comme suit :
- Infrastructures (réseau Lan et Wan, système, SGBDR, postes de travail, unités d'impression y compris copieurs),
- Conduite de projet et support applicatif,
- Développement,
- Assistance utilisateurs 1er, 2ème et 3ème niveau,
- SIG.

1 500 postes et 2 petits Datacenter, 14 serveurs applicatifs ou bureautiques sont répartis sur une dizaine de sites, en réseau VPN.

Description de l'emploi

Apporte conseil et appui au directeur des systèmes d'information pour la gestion des missions transversales dans les domaines administratifs et financiers de la Direction et pour la conduite de missions nécessitant une capacité d'analyse spécifique.

Principales fonctions

- **Appui au Directeur pour les dossiers transversaux**

- Assurer une veille réglementaire, technique, juridique et prospective dans tous les champs de ses attributions, afin de rechercher avec une certaine autonomie des solutions aux problèmes administratifs et financiers de la Direction des Systèmes d'Information, en liaison avec la Direction des Affaires financière et la Direction des ressources humaines.
- Contribuer à l'élaboration et au suivi des documents stratégiques (contrat d'objectifs, indicateurs, rapport d'exécution).
- Rédiger des fiches synthétiques, notes, de courriers, d'études ou constitution de dossiers impliquant une expertise réglementaire, technique et juridique.
- Préparer des dossiers à destination des instances représentatives, paritaires ou institutionnelles.
- Représenter le Directeur des systèmes d'information dans différentes réunions ou instances relevant de son champ de compétences.
- Réaliser des documents généraux pour la Direction : rapport d'activité, bilans, compte rendus…
- Réaliser des études et des outils d'aide à la décision.
- Apporter assistance, information et conseil auprès des personnels et des encadrants ; peut assurer dans ce cadre des formations.
- Apporter un appui en matière administrative

- **Gestion financière**

Dans le cadre de la mise en œuvre du décret GBCP (Gestion budgétaire et comptable publique), l'agent sera le gestionnaire référent. A ce titre, il réalisera les missions suivantes :

- Assurer la programmation budgétaire :
  - élaborer des budgets en prenant en considération les demandes des services ainsi que les contraintes de la Direction des Affaires Financière
  - participer au dialogue de gestion ;
  - proposer des outils d'aide à la décision.
- Suivre l'exécution financière :
  - suivre les engagements juridiques et les services faits ;
  - réaliser des contrôles de la qualité juridique et comptable des pièces ;
  - élaborer des conventions en lien avec les services concernés ;
  - contribuer à la gestion des immobilisations (inventaire physique).
- Assurer le pilotage financier (suivi de la consommation des crédits, analyse, restitution, contrôle interne).
- Assurer la fonction de référent achat pour la structure en conformité avec la réglementation en vigueur.
- Réaliser toutes missions liées à l'activité financière de la DSI.
- Assurer le Contrôle de Gestion de la DSI.

- **Suivi des marchés publics et des contrats de maintenance**

- Assurer le suivi administratif et financier des marchés publics en collaboration avec les chefs de projets informatique et les Directions Métiers.

En lien avec le département achat et approvisionnement

- participer à la constitution du dossier de consultation des entreprises ;
- préparer le dossier d'analyse des offres ;
- assurer le suivi administratif et économique du marché ;
- analyser le bilan d'exécution.

- Gérer l'ensemble des contrats de maintenance en cours au sein de la DSI.

Conditions particulières d'exercice

Nombreuses relations avec des interlocuteurs divers.
Quelques déplacements à prévoir dans l'année.
Confidentialité.

Profil attendu

Connaissances	Principes et modes de fonctionnement budgétaire et comptable d'un établissement public. Gestion publique : droit, finances, marchés publics… Réglementation et procédures budgétaires et comptables et nouveaux processus budgétaire et comptable (GBCP). Connaissances de progiciels de gestion comptable et financière, ainsi que d'outils de requêtage appréciée. Techniques de communication, conduite de réunions. Bonnes notions orales et écrites de l'anglais.
Savoir faire	Discerner les enjeux, anticiper, organiser l'activité. Gérer en mode projet. Elaborer un budget et suivre son exécution. Respecter les délais et les procédures. Prendre des initiatives, travailler de façon autonome dans un cadre défini et rendre compte. Savoir faire preuve de rigueur, et de fiabilité. Faire preuve de pédagogie.
Savoir-être	Sens de l'organisation. Qualités relationnelles, sens de l'écoute et du dialogue. Discrétion professionnelle. Réactivité.

Un diplôme de niveau II est attendu, idéalement en gestion publique.
Une expérience professionnelle antérieure dans les domaines concernés par le présent poste et le fait d'avoir exercé des fonctions de gestion au sein d'une Direction des Systèmes d'Information seront appréciés.
Une expérience préalable en établissement public, notamment dans la mise en œuvre de la GBCP, est un atout.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des **renseignements** sur le poste : M. Thierry THOMAS - Directeur des Systèmes d'Information: thierry.thomas @oncfs.gouv.fr Téléphone 01.30.46.60.81.

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 20 septembre 2016** - terme de rigueur -, selon les cas :
-en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
-ou en **externe,** par lettre de motivation (avec curriculum vitae détaillé et les trois dernières fiches d'évaluation).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr
Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines-85 bis avenue de Wagram-75017 PARIS

ONEMA
Office national de l'eau
et des milieux aquatiques

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement
(en position normale d'activité ou en détachement sur contrat)

Classification :	Catégorie B
Fonction :	**Chargé du recrutement et de la mobilité (h/f)**
Affectation :	Délégation aux ressources humaines – Service emploi et compétences
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef de service
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public à caractère administratif) sous la tutelle du ministère chargé de l'Ecologie est organisé selon trois niveaux géographiques : direction générale, délégations interrégionales et services départementaux. Il conduit des missions d'intérêt général telles que :
• la mobilisation de la recherche, l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, en appui à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau ;
• la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que le contrôle de leurs usages, et la prévention de leur dégradation, leur restauration et la préservation de la biodiversité ;
• la coordination et l'animation du système d'information sur l'eau, l'acquisition de données, ainsi que la mise à disposition des informations auprès du public et des autorités tant européennes que nationales et locales ;
• la contribution au financement de politiques prioritaires, notamment au titre de la solidarité entre les bassins et du plan de réduction de l'usage des produits phytosanitaires.

L'Onema intégrera l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) avec l'ATEN, les Parcs nationaux de France et l'Agence des Aires Marines Protégées, à compter du 1er janvier 2017.

Mission :

Assurer la gestion administrative des recrutements et des mobilités.

Activités principales :

1- Gérer les dossiers de recrutements (fonctionnaires détachés, en position normale d'activité, agents non titulaires, intérimaires, agents mis à disposition, stagiaires…) en :
- Etablissant les dossiers de recrutement (contrats, fiche financière, dossier administratif, déclaration…) ;
- Accueillant les nouveaux recrutés ;

2- Gérer les dossiers de mobilité en :
- Mettant en œuvre les cycles de mobilités du Ministère et de l'établissement (postes vacants, candidatures, détachement, CAPP…) ;
- Etablissant les décisions de mobilité internes à l'établissement ;
- Constituant le dossier administratif de mobilité ;

3- Apporter un appui aux processus de recrutement :
- Procéder à la publication des offres d'emploi en adaptant les supports de diffusion aux profils de poste ;
- Créer et mettre à jour une base de données « sourcing » en fonction des besoins de l'établissement
- Trier les CV et répondre aux candidats ;
- Organiser et participer aux jurys de recrutement (notamment recrutements de stagiaires et CDD).

Relations liées au poste

Relations internes
Direction générale, directions métiers et directions régionales
Services départementaux
Chargé de gestion en ressources humaines
Agents

Relations externes
Services du Contrôle financier
Ministère de l'écologie
Agences d'intérim
Candidats

Profil recherché

Formation en gestion des ressources humaines appréciée (niveau Bac+2 ou expérience professionnelle équivalente)
Expérience dans la gestion des ressources humaines du secteur public souhaitée

Compétences et qualités requises

Connaissances :
Connaissance du statut de la fonction publique
Connaissance de l'organisation administrative et du fonctionnement de l'établissement
Connaissance de la réglementation en matière de recrutement et de mobilité

Savoir-faire opérationnel
Savoir organiser son travail et hiérarchiser les priorités
Savoir rendre compte
Maitrise des outils bureautiques

Savoir-être professionnel
Méthodique
Organisé
Autonome
Capacités rédactionnelles
Sens des relations humaines

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DRH/RECRU/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 9 septembre 2016

Parc national de Port-Cros

Appel de candidatures

Le Parc national de Port-Cros recrute un technicien « **Maintenance des bâtiments** »
par voie de position normale d'activité ou de détachement dans le corps des Techniciens supérieurs du développement durable du ministère chargé de l'environnement

pour son service
Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage

Catégorie B filière technique
Poste vacant
Lieu de travail : siège du Parc national de Port-Cros – Le Castel Sainte-Claire – 83400 Hyères

Présentation du Parc national :
Créé le 14 décembre 1963, le Parc national de Port-Cros dispose d'une longue tradition de la gestion des milieux insulaires littoraux et marins de Méditerranée.
L'établissement public gère les îles de Port-Cros et de Porquerolles.
Au sein de l'établissement public, le service Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage, a en charge notamment les travaux divers dans les milieux naturels terrestres ou maritimes et de gestion du patrimoine immobilier de l'Etat (bureaux, logements, lieux d'accueil du public). L'agent sera affecté au sein de ce service afin de participer à la mise en œuvre des opérations d'entretien courant du patrimoine bâti sur les différents secteurs géographiques du Parc national de Port-Cros.

Principales missions :
L'agent sera placé sous l'autorité directe du responsable du service et travaillera en relation étroite avec le technicien bâtiment et énergie. Le technicien maintenance des bâtiments intervient à différents niveaux des opérations notamment celles relevant de la maintenance courante tous corps d'état des bâtiments du Parc national de Port-Cros :

- Définition du besoin tous corps d'état en maintenance du bâtiment (électricité, plomberie, chauffage, maçonnerie, peinture, etc.) et des opérations de sécurité (extincteurs, légionellose, contrôles techniques périodiques, mise aux normes, etc)
- Rédaction des cahiers des charges techniques
- Rédaction des bons de commande
- Organisation et suivi des rendez-vous entre les entreprises et les secteurs (Port-Cros, Porquerolles, Cap Lardier, Conservatoire botanique)
- Echanges permanents entre les entreprises et les référents des secteurs (téléphoniques, rédaction de mails et de courriers)
- Relance des entreprises pour l'obtention des devis, factures, rapports d'intervention … attendus
- Vérification des factures avant règlement

- Appui à l'analyse technique des offres des marchés de sécurité, de maintenance et de travaux
- Mise en place de protocoles de maintenance préventive et de sécurité (carnets sanitaires, etc)
- Enregistrement des interventions, classement et archivage de documents techniques

L'agent justifie d'une expérience significative dans le domaine de la maintenance du bâtiment, notamment en électricité.

Les missions pourront évoluer selon les besoins du service et de l'établissement.

Qualifications requises :

- Expérience dans le domaine de la maintenance
- Connaissances générales du bâtiment et en électricité
- Connaissances générales en aménagements et génie civil
- Connaissance de l'administration et de la commande publique souhaitée
- Maîtrise des outils bureautiques
- Expérience souhaitable dans des fonctions similaires

Profil souhaité :

- **Technicien supérieur du développement durable, technicien supérieur du ministère chargé de l'agriculture, technicien territorial, ...**
- Méthode, rigueur, dynamisme
- Qualités rédactionnelles
- Esprit de synthèse et d'organisation
- Goût pour le travail en équipe
- Capacité d'adaptation (travail pluridisciplinaire)

Modalités de recrutement :

- Le dossier de candidature, comprenant obligatoirement (sous peine de non-instruction de la candidature) une lettre de motivation, un curriculum-vitae détaillé et le dernier arrêté d'élévation d'échelon, fera apparaître les compétences et les expériences du candidat dans les domaines d'activités visés et ses motivations pour le poste à pourvoir.
- Les candidats, pré-sélectionnés sur dossier, seront conviés à présenter leur candidature devant un jury de recrutement.

- Les candidatures, acceptées jusqu'au **12 septembre 2016**, sont à adresser à :

Monsieur le Directeur
Parc national de Port-Cros
181, allée du Castel Sainte-Claire - BP 70220
83406 HYERES Cedex

en précisant sur le courrier, en grosses lettres :
« Recrutement technicien Maintenance des bâtiments
Service Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage »

Contacts :

- Pour obtenir des compléments d'information sur ce poste, vous pouvez joindre :

- Mme Laurence BONNAMY, chef du service Aménagement
  Tél. : 04 94 12 82 23

- M. Richard KIEFFER, technicien bâtiment, sécurité et énergie
  Tél. : 04 94 12 89 20

- M. Patrice LARDÉ, Secrétaire général
  Tél. : 04 94 12 82 35

Parc national de Port-Cros

Appel de candidatures

Le Parc national de Port-Cros recrute un technicien « **Urbanisme - Aménagement** »
par voie de position normale d'activité ou de détachement dans le corps des Techniciens supérieurs du développement durable du ministère chargé de l'environnement

pour son service
Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage

Poste de catégorie B + filière technique
Poste vacant
Lieu de travail : siège du Parc national de Port-Cros - Le Castel Sainte-Claire – 83400 Hyères

Présentation du Parc national :
Créé le 14 décembre 1963, le Parc national de Port-Cros dispose d'une longue tradition de la gestion des milieux insulaires littoraux et marins de Méditerranée.
L'établissement public gère les îles de Port-Cros et de Porquerolles.
Au sein de l'établissement public, le service Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage, a en charge notamment les travaux divers dans les milieux naturels terrestres ou maritimes et de gestion du patrimoine immobilier de l'Etat (bureaux, logements, lieux d'accueil du public). L'agent sera affecté au sein de ce service afin de participer à la mise en œuvre des opérations d'urbanisme et d'aménagements et de génie civil terrestre et maritime sur le périmètre du Parc national de Port-Cros.

Principales missions :
L'agent sera placé sous l'autorité directe du responsable du service Aménagement. Il aura deux missions : une mission, en appui au chef de service, en urbanisme et en aménagement du territoire, une mission de conduite d'opérations en aménagement.
Il s'agit d'un poste à forte connotation en développement durable et en environnement.

Urbanisme :
Mission en appui au chef de service, en urbanisme et en aménagement du territoire :

- Analyse des documents de planification et propositions (SCOT/PLU)
- Accompagnement des partenaires extérieurs et des collectivités à l'intégration des politiques nationales dans le montage d'un projet
- Mise en œuvre des procédures réglementaires (avis, autorisations)
- Représentation du chef de service lors de réunions extérieures, en cas de besoin

L'agent justifie d'une expérience significative dans le domaine de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et dans l'accompagnement de partenaires.

Aménagement :
Mission de conduite de projets en aménagements terrestres et maritimes.
Il interviendra à différents niveaux des opérations d'aménagement et de génie civil, notamment :

- Définition du besoin d'aménagement et de génie civil (signalétique, travaux sur pistes, divers réseaux, ouvrages de divers types tels que ponts, passerelles, caniveaux, bassins, puits, études géotechniques, érosion, entretien des équipements maritimes, infrastructures maritimes, etc)
- Rédaction des cahiers des charges techniques
- Suivi administratif
- Suivi technique

Les missions pourront évoluer selon les besoins du service et de l'établissement.

Qualifications requises :

- Connaissances et expérience en urbanisme
- Connaissances et expérience en aménagement
- Expérience dans l'accompagnement de partenaires
- Connaissance dans les domaines de travaux publics
- Expérience dans le domaine de la conduite de projet
- Connaissance de l'administration et de la commande publique souhaitée
- Maîtrise des outils bureautiques et des outils de conception graphique

Profil souhaité :

- **Technicien supérieur en chef du développement durable, chef technicien des services du ministère chargé de l'agriculture, technicien principal territorial,**
- Méthode, rigueur, dynamisme
- Qualités rédactionnelles et relationnelles
- Esprit de synthèse et d'organisation
- Goût pour le travail en équipe
- Sensibilité pour les questions environnementales

Modalités de recrutement :

- Le dossier de candidature, comprenant obligatoirement (sous peine de non-instruction de la candidature) une lettre de motivation, un curriculum-vitae détaillé et le dernier arrêté d'élévation d'échelon, fera apparaître les compétences et les expériences du candidat dans les domaines d'activités visés et ses motivations pour le poste à pourvoir.
- Les candidats pré-sélectionnés sur dossier, seront conviés à présenter leur candidature devant un jury de recrutement.
- Les candidatures, acceptées jusqu'au **12 septembre 2016**, sont à adresser à :

Monsieur le Directeur
Parc national de Port-Cros
181, allée du Castel Sainte-Claire - BP 70220
83406 HYERES Cedex

en précisant sur le courrier, en grosses lettres :
« Recrutement technicien Urbanisme - Aménagement
Service Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage »

Contacts :

- Pour obtenir un complément d'information sur ce poste, vous pouvez joindre :

  - Mme Laurence BONNAMY, Responsable du service Aménagement
    Tél. : 04 94 12 82 23

  - M. Patrice LARDÉ, Secrétaire général
    Tél. : 04 94 12 82 35

Parc national de la Vanoise

Appel à candidatures

Chef(fe) du pôle patrimoine

Chambéry, le 29 août 2016

Poste de catégorie A/A+

Poste vacant à compter du 1er décembre 2016.
Ouvert exclusivement aux fonctionnaires, agents titulaires de catégorie A/A+ de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale par voie de détachement ou de mutation.

Le Parc national de la Vanoise

Créé en 1963, le Parc national de la Vanoise s'étend sur deux vallées du département de la Savoie, la Maurienne et la Tarentaise. La zone cœur (53 000 ha) est occupée majoritairement par des espaces de haute-montagne sauvage sur lesquels le parc national assure une mission de protection du patrimoine naturel, culturel et paysager. L'aire optimale d'adhésion (AOA 148 550 ha) couvre 29 communes pour 37 000 habitants. C'est une destination du tourisme hivernal de niveau mondial dont l'offre est dominée par le ski alpin.

La charte du parc national a été approuvée par décret en Conseil d'Etat du 27 avril 2015 et l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2015 a défini le périmètre du parc national, caractérisé par l'adhésion de deux communes sur les 29 consultées.

L'établissement compte 71 agents. Outre la direction et le secrétariat général, l'établissement public est organisé autour de 3 pôles (Patrimoine, Développement durable et Communication), de 4 secteurs (Haute-Maurienne, Pralognan la Vanoise, Modane, Haute Maurienne) et de 2 antennes.

Il est présent à Chambéry avec son siège et sur 2 vallées : Tarentaise et Maurienne

Le poste de Chef(fe) du pôle patrimoine est à pourvoir, avec un rattachement direct à la directrice.

Le pôle patrimoine comprend 4 chargés de mission basés au siège, et 2 techniciens basés en antennes.
Il est notamment chargé de :
- la connaissance et la gestion du patrimoine naturel
- la stratégie scientifique de l'établissement ainsi que de l'animation du Conseil scientifique

- le suivi et l'animation de projets liés à l'activités agricoles et forestières et aux ressources en eau ;
- le pilotage et l'animation du site Natura 2000 : « Massif de la Vanoise »
- le pilotage de la gestion d'espaces confiés au parc national : réserves naturelles et APPB
- la veille sur des thématiques transversales : « Caractère du Parc « et « Solidarité écologique »

La résidence administrative du poste est fixée au siège de l'établissement, **à Chambéry**.

Missions

Placé(e) sous l'autorité hiérarchique de la directrice, **le/la chef(fe) de pôle patrimoine** est chargé(e) :

- De l'animation de la stratégie scientifique de l'Etablissement

* Elaboration, pilotage et suivi de la stratégie scientifique de l'Etablissement. A ce titre il/elle assure pour le compte de la directrice l'animation du conseil scientifique
* Animation du groupe des Techniciens Patrimoine Naturel (réunions,…), en appui aux chargés de mission en charge de la coordination technique ;
* Supervision des relations avec la communauté scientifique et des conventions de partenariat ;

- De l'animation de la politiques de gestion : projets agri-environnementaux, forestiers...

Pour mener à bien ces missions, il/elle assure un management du service rigoureux :
* préparation et mise en œuvre du Contrat de Pôle
* gestion des ressources humaines (recrutements, fiches de poste et organigramme, EAE, suivi du temps de travail et des déplacements, organisation des plannings, attribution des dossiers et sollicitations,…)
* gestion des moyens financiers alloués au service : préparation des demandes budgétaires, suivi de la mise en œuvre des crédits délégués, recherche de moyens financiers externes
* orientation et suivi du traitement des dossiers et des sollicitations ; suivi et appui aux agents du Pôle pour leur mise en œuvre
* animation et dynamique d'équipes : réunions de Pôle, impulsion de dynamiques de travail collectif (Pôle) et soutien au travail en mode projet

Il/elle participe par ailleurs activement à la vie de l'établissement
* participation aux réunions de CODIR et CODIR élargi et aux différentes instances (CTP, CA, CS, CESC et commissions thématiques relevant du Pôle), en tant que de besoin
* supervision des autorisations et des conventions relatives aux activités de connaissance et aux activités agricoles et forestières
* veille sur les contributions à apporter par le Pôle Patrimoine aux autres Pôles (Pôle développement durable : avis sur projets d'aménagement, etc ; Pôle communication : actions de communication/valorisation etc)
* animation de la politique de gestion des Réserves naturelles de l'établissement, en lien avec le technicien dédié Conservateur des Réserves, le secteur concerné et les autres Pôles pour la programmation et le suivi des moyens budgétaires alloués et des actions

Il/elle entretient des relations de qualité avec les partenaires et représentation extérieure
* relations avec la DDT et la DREAL, participation aux réunions de la MISEN (selon ordre du jour)
* participation aux instances de gouvernance des partenaires et comités de pilotage de programmes, en tant que de besoin, (OGM, comité de groupement du GIS Lacs sentinelles, convention ERDF, comité de pilotage du projet LIFE, CEN...)
* participation aux réseaux (interparcs, RNF, …) et gestion des contributions et sollicitations générées ; dans un avenir proche, implication dans le cadre du rattachement à l'AFB
* relations avec la sous-préfecture et la DREAL en ce qui concerne la gestion des Réserves naturelles, en complément et relation étroite avec le Conservateur des réserves naturelles.

Pour toutes ces activités, il/elle peut être amené(e) à encadrer des stagiaires ou des contractuels à durée déterminée.

Des déplacements sont à prévoir tant sur les vallées mais aussi ponctuellement à l'échelle régionale ou nationale.

Compétences recherchées

· Très bonnes compétences en encadrement
· Connaissances scientifiques confirmées et aptitude à la communication scientifique grand public
· Bonnes connaissances des principes de gestion forestière et agricole, de l'écologie des systèmes,
· Bonnes connaissances du monde de la recherche
· Bonnes connaissances du monde rural et des parcs nationaux
· Connaissances en matière de réglementation environnementale
· Maîtrise des logiciels informatiques courants de bureautique

Une aisance au déplacement en montagne est attendue. Une maîtrise de la langue italienne sera un plus.

Savoir-être

· Goût du contact et aisance relationnelle
· Très bonnes capacité de communication, de négociation et d'animation
· Aptitude au travail en équipe, à distance et à la dynamique de projets
· Esprit d'initiative, sens des responsabilités et de l'intérêt général
· Sens de la rigueur, de l'organisation, esprit de synthèse

Statut, diplômes, expérience et niveau de formation souhaité

· Formation d'ingénieur ou équivalent dans un des domaines techniques concernés (agriculture, forêt, environnement)
· Expérience professionnelle de plus de six ans
· Expérience significative requise en encadrement
· Expérience de montage et de suivi de projets complexes
· Permis de conduire B.

Modalités de dépôt des candidatures

Les candidats adresseront une lettre de motivation, un curriculum vitae, les 3 derniers compte-rendus d'évaluation, ainsi qu'un arrêté de situation administrative, **avant le lundi 3 octobre au soir, par courriel avec accusé de réception à : secretariat@vanoise-parcnational.fr**

Une première sélection des candidats se fera sur dossier.
Les candidats sélectionnés seront convoqués pour une **audition le 21 octobre 2016.**
Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée par courriel des suites données à cet appel à candidature.

Pour toute information complémentaire s'adresser à :
Mme Eva ALIACAR, directrice,
eva.aliacar@vanoise-parcnational.fr
Tel : 04 79 62 89 66

Parcs nationaux de France

Appel à candidature
Chargé(e) de gestion carrière et retraite

L'Établissement public « Parcs nationaux de France » (PNF) a été créé par la loi de 2006 réformant la politique française des parcs nationaux. Placé sous la tutelle du Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, il a vocation à faire rayonner les parcs nationaux au plan national et international, à constituer un centre de ressources, d'appui et d'échanges des savoirs et des expériences des parcs nationaux, à organiser leur représentation et leur communication, et à favoriser l'amélioration de leur gestion.
Cet appui prend plusieurs formes : assistance technique et administrative, animation de groupes thématiques, expertises, rassemblement de données concernant le patrimoine et l'activité des parcs, et création de services communs de gestion.
L'activité de PNF s'inscrit dans la perspective du projet de création de l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) au 01/01/2017.

Poste de catégorie B ouvert aux personnels titulaires de la fonction publique d'État ou de la fonction publique territoriale ayant une expérience dans la gestion des carrières et de la retraite au sein des établissements publics.

Le poste est susceptible d'être vacant à compter du 1er décembre 2016.
Le poste sera pourvu par voie de détachement.
La résidence administrative est fixée à Montpellier, département de l'Hérault.

Renseignements sur le poste auprès de Pascale Puigdemont, Chef du service Ressources Humaines de Parcs nationaux de France : pascale.puigdemont@parcnational.fr ou 04.67.41.67.45.

1. Définition du poste

Assurer toutes les missions relatives au suivi de carrière des agents des parcs nationaux, au droit à l'information retraite et aux dossiers retraite, à la correspondance avec l'organisme chargé de la gestion des allocations de retour à l'emploi ainsi qu'à la réalisation des services rendus aux parcs nationaux.

Activités principales

Suivi de carrière des agents des parcs nationaux
- recevoir, contrôler et transmettre pour application les arrêtés de situation administrative des agents des parcs nationaux,
- contribuer à la fiabilisation du SIRH,
- suivre la gestion administrative des agents en détachement dans les parcs nationaux.

Gérer le droit à l'information retraite et les dossiers retraite des agents des établissements rattachés et agents AFB
- initier les campagnes annuelles des comptes individuels de retraite et en assurer le suivi,
- assurer la gestion des dossiers de retraite de la demande de l'agent à l'envoi au service des retraites de l'État,
- mettre à jour les dossiers individuels retraite des agents dans le portail PETREL.

Assurer la correspondance avec l'organisme chargé de la gestion des allocations de retour à l'emploi

Assurer les services aux parcs nationaux

- réaliser le bilan social consolidé des parcs nationaux,
- gérer les prestations sociales des parcs nationaux,
- assurer la veille légale et réglementaire dans le domaine des ressources humaines,
- diffuser les appels à candidature des parcs nationaux.

2. Autonomie du poste

Placé(e) sous l'autorité du Chef du service des ressources humaines, le (la) chargé(e) de gestion carrière et retraite s'assurera que les missions qui lui sont confiées sont réalisées efficacement et en respect de la réglementation.

Il (elle) sera en relation :

- en interne, avec l'agence comptable, le secrétariat général et le département des systèmes d'information,
- en externe, avec des partenaires institutionnels (Ministère en charge de l'Environnement, services déconcentrés de l'État...), les établissements des parcs nationaux, les fournisseurs du SIRH.

3. Profil souhaité

Il est recherché une personne ayant une bonne connaissance de la réglementation relative à la carrière et à la retraite des fonctionnaires dans la fonction publique et ayant un niveau bureautique sous Windows correct.

Une connaissance du logiciel ressources humaines VIRTUALIA et de PETREL serait un plus apprécié.

Déplacements ponctuels possibles sur Paris et dans les parcs nationaux.

Permis de conduire B indispensable.

4. Comment se porter candidat

Un dossier de candidature doit être transmis par voie postale uniquement, comprenant :

- une lettre de motivation,
- un curriculum vitae détaillé présentant l'expérience professionnelle et les diplômes du candidat,
- une note précisant la date de disponibilité du candidat.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 30 septembre 2016, délai de rigueur.
L'adresse de réception est la suivante :

Madame le Chef du Service Ressources Humaines
Candidature Responsable Gestion administrative et Paie
Château de la Valette
1037, rue Jean-François Breton
34090 Montpellier

5. Modalité de sélection

La sélection des candidats se fera sur dossier et le cas échéant, sur convocation à un entretien avant le choix définitif.

6. Informations complémentaires

Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée des suites données à son dossier.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Le 05 septembre 2016

Numéro du Poste :
01-007

À pourvoir :

FICHE DE POSTE VACANT

Auprès : **Lieu de travail :**	**Intitulé du service demandeur :** Préfecture de l'Ain **Bureau :** **Service :** Service Interministériel Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SIDSIC) Les bureaux du SIDSIC sont 23, rue Bourgmayer, à Bourg-en-Bresse (siège de la DDT). Les agents SIDSIC interviennent toutefois sur l'ensemble des sites de la préfecture, des sous-préfectures & des DDI (DDCS, DDPP et DDT).
Catégorie :	☐ **A+** ☐ **A** ☒ **B** ☐ **C**
Corps/grade souhaité : ☐ ouvert aux contractuels	
Intitulé du poste :	Technicien Systèmes & Réseaux.
Référentiel emplois SIDSIC :	FPESIC09 : Technicien d'exploitation. FPESIC10 : Technicien de proximité.
Activités du service :	Le SIDSIC est chargé de mettre en œuvre les orientations définies par la DINSIC et d'assurer l'opérationnalité des systèmes d'information, via notamment un soutien aux directions départementales interministérielles (DDI) et à la préfecture en termes d'assistance utilisateurs, d'installation et de maintenance.
Position du poste dans l'organisation :	N+1 : DRANE Xavier, chef du SIDSIC. N+2 : GADOU Caroline, Secrétaire Générale de la préfecture.
Missions et activités du titulaire du poste : *(les activités sont déclinées en relation avec les missions dont elles dépendent)*	*Installer et configurer les serveurs.* *Administrer et superviser les serveurs.* *Maintenir les serveurs en conditions opérationnelles et de sécurité, les faire évoluer en fonction notamment des besoins et des technologies.* *Gérer les sauvegardes et les restaurations.* *Rédiger et mettre à jour les documents d'exploitation des serveurs.* *Gérer le câblage réseau.* *Gérer les équipements réseaux informatiques (proxys, commutateurs,…).* *Gérer les équipements de téléphonie fixe et de radiocommunications.* *Gérer les comptes utilisateurs (authentification, gestion des droits d'accès…).* *Mettre en œuvre et maintenir les différents éléments de sécurité des systèmes d'information, au niveau des systèmes et réseaux, en lien avec les différentes politiques SSI.* *Contrôler le respect des consignes de sécurité par les utilisateurs.* *Participer à l'élaboration des plans de secours et de continuité des télécommunications.* *Rédiger et mettre à jour les plans de reprise d'activité, en concertation*

	avec les différents intervenants du système d'information. *Participer de manière active à la gestion des crises, des exercices et des événements particuliers (élections, déplacements ministériels,…), en répondant notamment aux demandes en moyens de communication.* *Assurer l'assistance de niveaux 1 et 2 sur les problématiques de systèmes, bases de données et réseaux.* *Analyse r et résoudre les incidents.* *Nombre de personnes encadrées : 0*
Contraintes du poste *(facultatif)*	*Habilitation Secret Défense (à demander une fois en poste).* *Astreinte possible (du lundi 08h au lundi 08h).* *Grande disponibilité et réactivité (interventions planifiées ou non en HNO et participation aux exercices et gestions de crises…).* *Interventions sur de nombreux sites et systèmes d'information ministériels.*
Profil recherché	*Expérience professionnelle avérée dans le domaine des systèmes d'information et de communication.*
Compétences	*Savoirs :* *Avoir des compétences en informatique/bureautique ;* *Connaître l'environnement professionnel ;* *Connaître l'architecture des équipements locaux ;* *Connaître les matériels, les applications en place et les techniques de surveillance ;* *Connaître les procédures, les normes et les standards d'exploitation ;* *Connaître les techniques d'installation et de maintenance des équipements locaux ;* *Connaître les normes de sécurité.* *Savoir-faire :* *Savoir travailler en équipe (niveau maîtrise, requis) ;* *Avoir l'esprit de synthèse (niveau maîtrise, à acquérir) ;* *Savoir analyser (niveau maîtrise, requis) ;* *Savoir négocier (niveau initié, à acquérir) ;* *Savoir rédiger (niveau pratique, requis) ;* *Savoir gérer un projet (niveau maîtrise, à acquérir) ;* *Savoir s'organiser (niveau maîtrise, à acquérir).* *Savoir être :* *Avoir le sens des relations humaines (niveau maîtrise, requis) ;* *Savoir s'adapter (niveau expert, requis) ;* *Savoir accueillir (niveau pratique, requis) ;* *Savoir s'exprimer oralement (niveau pratique, requis) ;* *Savoir communiquer (niveau pratique, requis).*
Personnes(s) à contacter : **Candidature à adresser** *par courriel*	**Nom prénom** DRANE Xavier – Chef du SIDSIC ☎ 04 74 45 62 34 **à adresse mail** ✉ xavier.drane@ain.gouv.fr